

## Déclaration finale du Forum parlementaire mondial

Le Forum parlementaire mondial s'est tenu pour la première fois à Porto Alegre les 27 et 28 janvier 2001, dans le cadre du Forum Mondial auquel ont participé des centaines d'organisations syndicales et associatives. Par milliers, des délégué(e)s de très nombreux pays sont venus affirmer qu'il existe des alternatives aux politiques libérales qu'incarne le Forum économique mondial de Davos, convoqué comme tous les ans fin janvier en Suisse. Nous parlementaires, tenons à affirmer notre solidarité avec les mouvements sociaux et démocratiques réunis dans la capitale de l'État de Rio Grande do Sul au Brésil, pays symbole de tant de combats progressistes.

Un an après les mobilisations de Seattle, le Forum Social Mondial a été l'occasion de mesurer le dynamisme des résistances citoyennes et populaires à la mondialisation néolibérale, de tracer de nouvelles perspectives d'actions solidaires. De mesurer de même les conséquences désastreuses pour la démocratie et les conditions de vie de secteurs croissants de la population au Sud et à l'Est mais aussi au Nord – des politiques impulsées par les institutions financières internationales l'Organisation mondiale du commerce ou le G7.

Nous sommes confronté(e)s à des enjeux sociaux et environnementaux d'importance croissante et d'envergure véritablement mondiale – une donnée majeure de notre temps, officiellement reconnue depuis la conférence internationale de Rio de Janeiro en 1992. On ne saurait répondre à ces enjeux, comme à ceux des droits de l'Homme, de l'égalité homme-femme ou de la libre circulation des personnes, et assurer un développement durable sur tous les continents sans renforcer la coopération internationale. Mais cette coopération, pour être efficace, ne saurait se déployer sous l'égide du capitalisme et sous la contrainte de la finance.

A l'heure de la recolonisation économique du monde, notre soutien au Forum Social Mondial ne doit pas rester sans lendemain. Il est de notre rôle de parlementaires d'agir pour assurer la plus grande transparence et un large débat public associant la société civile, pour tout ce qui touche la négociation et la ratification des accords internationaux.

Il est de notre rôle de parlementaires de soutenir l'action des syndicats et associations à finalité sociale, démocratique ou environnementale qui s'engagent ensemble dans la mise en œuvre d'alternatives à l'ordre néolibéral. Il est de notre rôle d'agir dans la durée avec ses organisations pour que leurs combats trouvent véritablement une traduction législative.

Nous nous associons en particulier aux campagnes en cours : contre le mécanisme immoral de la dette et pour l'abolition de la dette des pays pauvres ; pour la taxation des mouvements spéculatifs de capitaux avec l'instauration d'une taxe de type « Tobin » ; pour la suppression des paradis fiscaux ; pour une réforme profonde de l'OMC et des institutions financières internationales ; pour la mise en œuvre des engagements écologiques pris par nos gouvernements lors de la conférence de Rio en 1992 ; pour le refus du brevetage du vivant ; pour le succès des objectifs de la Marche mondiale des femmes, contre toutes formes de discrimination, de violence et d'atteinte à leur dignité.

Nous voulons agir pour le respect de la souveraineté démocratique et populaire, donner la priorité aux objectifs de développement humain face, notamment, à la multiplication des accords de libre-échange et aux libertés croissantes accordées au capital au détriment des droits sociaux et des exigences écologiques. Nous refusons la marchandisation et la privatisation des biens publics et des services publics répondant aux besoins essentiels des populations.

À cette fin, nous constituerons un réseau international de parlementaires pour coordonner nos actions sur ces thèmes dans nos assemblées respectives, pour soutenir plus efficacement l'action des mouvements sociaux et citoyens et en faire des interlocuteurs privilégiés de nos assemblées, pour réfléchir ensemble aux solutions alternatives.

Car nous croyons qu'un autre monde est possible.  
Porto Alegre, le 28 janvier 2001

Contact: [euro.institutions@attac.org](mailto:euro.institutions@attac.org)

Groupe ATTAC Institutions européennes regroupant des fonctionnaires internationaux, des personnes travaillant dans les institutions européennes et des élu(e)s.